ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 3 juin 2015 — N° 97
Neuf heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Sainte-Rose sur le sujet suivant : *Félicitations aux lauréats de la 51e Soirée des Curés.*

- La députée de Taillon sur le sujet suivant : *Projet Azimut de la Maison de Jonathan.*

- Le député de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Souligner la Semaine du soccer au Québec.*

- Le député de Chambly sur le sujet suivant : *Laura-Maude Vidori, participante à la Grande finale internationale de La Dictée Paul Gérin-Lajoie.*

- Le député de Chomedey sur le sujet suivant : *Mme Anastasia Katsolis, récipiendaire de la Médaille du Lieutenant-gouverneur.*

- Le député de Mercier sur le sujet suivant : *Souligner le 35e anniversaire de fondation de la maison des jeunes l'Imagerie.*

- Le député de Mont-Royal sur le sujet suivant : *Félicitations à Mme Sandrine Bayard de Port-Cartier, récipiendaire de la palme nationale de la 54e Expo-sciences pancanadienne.*

- Le député de Beauce-Nord sur le sujet suivant : *Souligner la présentation de la 11e édition du Festival sportif de Sainte-Marie.*

- Le député de Huntingdon sur le sujet suivant : *Souligner les 50 ans de fondation du Club sportif et champêtre Hemmingford.*

- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *Décès de madame Gaétane Courcy.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS **a) documents**
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motion du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations proposant l'adoption du projet de loi n° 37, Loi confirmant l'assujettissement des projets de cimenterie et de terminal maritime sur le territoire de la Municipalité de Port-Daniel-Gascons au seul régime d'autorisation de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

1) Rapport de la Commission des institutions qui, les 15 et 16 avril, ainsi que les 13 et 14 mai 2015, a procédé à des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières à l'égard du projet de règlement relatif au Règlement sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil pour les personnes transsexuelles ou transgenres. La Commission s'est également réunie en séance de travail le 20 mai 2015 relativement à ce mandat. Le rapport contient des observations et 3 recommandations.
Rapport déposé le **21 mai 2015**
Sous réserve des dispositions du 2e alinéa de l'article 94 (R.A.N.), la prise en considération de ce rapport doit être effectuée au plus tard le **5 juin 2015**.

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

2) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**

3) Projet de loi n° 36
Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le transport collectif
Présenté par le ministre des Transports le **12 mai 2015**

4) Projet de loi n° 39
Loi donnant suite à la mise à jour sur la situation économique et financière du Québec présentée le 2 décembre 2014 et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances le **14 mai 2015**

5) Projet de loi n° 44
Loi visant à renforcer la lutte contre le tabagisme
Présenté par la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique le **5 mai 2015**

6) Projet de loi n° 47
Loi modernisant la gouvernance de Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Présenté par la ministre de la Culture et des Communications le **13 mai 2015**

7) Projet de loi n° 48
Loi modernisant la gouvernance du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec
Présenté par la ministre de la Culture et des Communications le **13 mai 2015**

8) Projet de loi n° 53
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **26 mai 2015**

Étude détaillée en commission

9) Projet de loi n° 13
Loi donnant suite au discours sur le budget du 4 juin 2014 et à certaines autres mesures fiscales
Présenté par le ministre des Finances le 4 décembre 2014
Principe adopté le **19 mai 2015,** et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

10) Projet de loi n° 20

Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée

Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 28 novembre 2014

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 26 mars 2015

Principe adopté le **20 mai 2015**, et

Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

11) Projet de loi n° 38

Loi visant à permettre la réalisation d'infrastructures par la Caisse de dépôt et placement du Québec

Présenté par le ministre des Finances le 18 mars 2015

Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 20 mai 2015

Principe adopté le **26 mai 2015**, et

Renvoyé à la Commission des finances publiques

12) Projet de loi n° 42

Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail

Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 15 avril 2015

Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 19 mai 2015

Principe adopté le **26 mai 2015**, et

Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

13) Projet de loi n° 37
Loi confirmant l'assujettissement des projets de cimenterie et de terminal maritime sur le territoire de la Municipalité de Port-Daniel-Gascons au seul régime d'autorisation de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations le 19 février 2015
Principe adopté le 13 mai 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail adopté le 28 mai 2015
Vote reporté le **28 mai 2015**

14) Projet de loi n° 46
Loi concernant l'élection au poste de préfet de la Municipalité régionale de comté du Granit
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 14 mai 2015
Principe adopté le 20 mai 2015
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire adopté le **27 mai 2015**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

15) Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**

16) Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**

17) Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**

18) Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**

19) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**

20) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1er octobre 2014**

21) Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**

22) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**

23) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**

24) Projet de loi n° 393
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs et uniformisant certains aspects de la nomination des juges et décideurs administratifs
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **4 décembre 2014**

25) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**

26) Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**

27) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**

28) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**

29) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**

30) Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**

31) Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**

32) Projet de loi n° 492
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le **21 mai 2015**

33) Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

34) Projet de loi n° 204
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

35) Projet de loi n° 205
Loi concernant la Ville de Sherbrooke
Présenté par le député de Sherbrooke **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

36) Projet de loi n° 206
Loi concernant la Ville de Mercier
Présenté par le député de La Prairie **13 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

37) Projet de loi n° 207
Loi concernant la Ville de Boucherville
Présenté par la députée de Montarville **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

38) Projet de loi n° 208
Loi concernant la Ville de Saint-Félicien
Présenté par le député de Dubuc **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

39) Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Mascouche
Présenté par le député de Masson **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

40) 12 mai 2015
Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

> QUE, en vertu de l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Accord de libre-échange entre le Canada et la République du Pérou, l'Accord sur l'environnement entre le Canada et la République du Pérou, ainsi que l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République du Pérou, signés le 29 mai 2008 et en vigueur depuis le 1er août 2009.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 22 mai 2015.

41) 12 mai 2015
Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

> QUE, en vertu de l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Royaume hachémite de Jordanie, l'Accord sur l'environnement entre le Canada et le Royaume hachémite de Jordanie, ainsi que l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et le Royaume hachémite de Jordanie, signés le 28 juin 2009 et en vigueur depuis le 1er octobre 2012.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 22 mai 2015.

42) 12 mai 2015
Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

> QUE, en vertu de l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Accord de libre-échange entre le Canada et la République du Honduras, l'Accord sur l'environnement entre le Canada et la République du Honduras, ainsi que l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République du Honduras, signés le 5 novembre 2013 et en vigueur depuis le 1er octobre 2014.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 22 mai 2015.

43) 26 mai 2015
Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

> QUE, en vertu de l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Entente en matière de sécurité sociale entre le Québec et la République de l'Inde, signée à Québec, le 26 novembre 2013.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 5 juin 2015.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 43

Loi favorisant l'information sur la dangerosité des produits présents en milieu de travail et modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail

Adopté le **28 mai 2015**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Enquête découlant de la motion présentée par la leader de l'opposition officielle et députée de Taschereau en vertu des articles 315 à 321 du Règlement.

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Étude des rapports annuels sur l'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition du Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion.
- Audition sur le chapitre 3 du rapport du Vérificateur général du printemps 2014 portant sur l'acquisition de biens et de services.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Régie des alcools, des courses et des jeux.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère de la Santé et des Services sociaux.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Mandat d'initiative

- Analyse du phénomène d'accaparement des terres agricoles.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 205**, Loi concernant la Ville de Sherbrooke (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 206**, Loi concernant la Ville de Mercier (mandat confié le 13 mai 2015).
- **Projet de loi n° 207**, Loi concernant la Ville de Boucherville (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 208**, Loi concernant la Ville de Saint-Félicien (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société d'habitation du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 47**, Loi modernisant la gouvernance de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (mandat confié le 26 mai 2015).

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 42**, Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail (mandat confié le 26 mai 2015).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 13**, Loi donnant suite au discours sur le budget du 4 juin 2014 et à certaines autres mesures fiscales (mandat confié le 19 mai 2015).
- **Projet de loi n° 38**, Loi visant à permettre la réalisation d'infrastructures par la Caisse de dépôt et placement du Québec (mandat confié le 26 mai 2015).

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultation générale :

- Document intitulé *Orientations gouvernementales pour un gouvernement plus transparent, dans le respect du droit à la vie privée et la protection des renseignements personnels* (mandat confié le 25 mars 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Commissaire à la lutte contre la corruption.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 20,** Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée (mandat confié le 20 mai 2015).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 44**, Loi visant à renforcer la lutte contre le tabagisme (mandat confié le 21 mai 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay–Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 36**, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le transport collectif (mandat confié le 28 mai 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

Les questions déjà inscrites paraissent au Feuilleton du mercredi

53) M. Caire (La Peltrie) – **17 mars 2015**
Au ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Selon le Vérificateur général du Québec, pour l'exercice clos le 30 avril 2014, l'Université du Québec à Montréal (UQAM) a contrevenu à la loi 100, Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette.

L’UQAM a octroyé à 85 cadres des sommes forfaitaires de 352 767 $ en sus du montant maximal des échelles de traitement prévu par la loi. Le ministère avait alors annoncé à l’UQAM qu’elle devait se conformer à la loi sous peine de s’exposer à une diminution de sa subvention.

Or, l’UQAM a toujours nié avoir contrevenu à la loi malgré l’avertissement du ministère. Est-ce que le ministre de l’Éducation a entrepris des démarches afin de reprendre les sommes versées en trop par l’UQAM?

65) M. Schneeberger (Drummond–Bois-Francs) – **12 mai 2015**
Au ministre de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation

Le ministre de l’Agriculture est en voie de revoir les façons de faire dans son ministère dans une optique de simplification. Nous espérons que de telles modifications pourront faciliter la vie à la relève agricole.

Considérant cette révision, est-ce que le ministre est également ouvert à revoir le nombre de permis nécessaires pour exploiter une entreprise dans le milieu agrotouristique? Entend-il simplifier une réglementation qui représente trop souvent un frein à ceux et celles qui voudraient créer une entreprise agrotouristique?

68) M. Schneeberger (Drummond–Bois-Francs) – **13 mai 2015**
Au ministre de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation

Il est connu que depuis de nombreuses années les profits de la vente des produits québécois à la Société des alcools du Québec (SAQ) diffèrent. En effet, les cidres québécois vendus par la société d’État obtiennent une redevance supérieure aux vins québécois.

Lors de l’étude des crédits budgétaires du ministère de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation, le ministre responsable nous a informés être au courant de la situation. Lorsque nous avons demandé la raison de cette différence, on nous a répondu, sans trop vouloir s’avancer, que des questions historiques seraient à l'origine de cette situation. On nous a également prêté un document pour tenter de faciliter notre compréhension.

Toutefois, les chiffres remontant à 2002 nous portent à croire que la redevance était équivalente entre les cidres et les vins. C'est pourquoi je demande au ministre de clarifier les motifs qui ont mené à cette différence de pourcentage entre les cidres et les vins. De plus, le ministre peut-il nous expliquer ce qu'il compte faire pour remédier à cette inégalité?

69) M. Surprenant (Groulx) – **21 mai 2015**
Au ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations

Dans le cadre de l'étude des crédits budgétaires, j'ai fait parvenir une question au Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime concernant l'implantation de pôles logistiques.

Le Secrétariat m'a informé que cette question, la question 150 des demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition, devra être adressée au ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE), qui pourra y répondre.

Je demande donc au ministre de répondre à la question suivante :

Quel est l'état d'avancement du projet d'implantation de pôles logistiques?

a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
e) bilan des sommes investies en 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016;
f) nature de la participation du Fonds de solidarité FTQ et liste des rencontres avec le Fonds concernant le développement de projets de pôles logistiques.

70) M. Surprenant (Groulx) – **21 mai 2015**
À la ministre du Tourisme

Dans le cadre de l'étude des crédits budgétaires, j'ai fait parvenir une question au Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime concernant le projet de terminal de croisières au port de Québec.

Le Secrétariat m'a informé que cette question, la question 151 des demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition, devra être adressée au ministère du Tourisme (MTO), qui pourra y répondre.

Je demande donc à la ministre de répondre à la question suivante :

Quel est l'état d'avancement du projet de 90 M$ visant à reconfigurer le terminal de croisières au port de Québec?

a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
d) état de situation de la passerelle au-dessus du bassin Louise et indiquer si cela fait partie ou non du projet;
e) prévisions d'investissements pour 2015-2016.

71) M. Surprenant (Groulx) – **21 mai 2015**
Au ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime

Lors de la présentation du Budget 2014-2015, le gouvernement a créé deux incitatifs fiscaux dans le cadre de sa stratégie maritime à venir : une déduction additionnelle pour amortissement de 50 % pour la construction ou la rénovation de navires et un incitatif pour la création d'une réserve libre d'impôt par les armateurs.

J'aimerais savoir quel bilan le ministre dresse-t-il de ces mesures, environ un an après leur mise en œuvre. Peut-il nous indiquer :

- Combien des projets se sont prévalus de la déduction additionnelle pour la construction ou la rénovation de navires, et combien de bateaux en ont bénéficié?
- Combien des projets se sont prévalus de la réserve libre d'impôt, et combien de bateaux en ont bénéficié?
- Pour chacune des mesures, quel coût cela représente-t-il pour le gouvernement depuis un an?
  Estime-t-il que des emplois ont été créés grâce à ces mesures et si oui, combien?

72) M. Surprenant (Groulx) – **26 mai 2015**
Au ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime

Depuis le 15 avril dernier, la Société des traversiers a augmenté les tarifs de la traverse Québec-Lévis. Pour tout achat de 10 billets ou plus pour les automobilistes, cette hausse est significative et dépasse de beaucoup l'inflation.

J'aimerais savoir quel a été l'impact de ces hausses de tarifs sur l'achalandage de la traverse depuis le 15 avril dernier. Y a-t-il eu une baisse de l'achalandage des passagers et/ou des véhicules depuis le 15 avril?

Le ministre peut-il m'indiquer clairement :

- Combien de voitures ont été transportées entre le 15 avril et le 15 mai 2015 en comparaison avec la même période l'année précédente?
- Combien de passagers ont été transportés entre le 15 avril et le 15 mai 2015 en comparaison avec la même période l'année précédente?
- Combien de voitures ont été transportées entre le 15 avril et le 15 mai 2015 en comparaison avec la période du 15 mars au 15 avril 2015?
- Combien de passagers ont été transportés entre le 15 avril et le 15 mai 2015 en comparaison avec la période du 15 mars au 15 avril 2015?

73) M. Surprenant (Groulx) – **26 mai 2015**
Au ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime

Le gouvernement prévoit, dans le Plan québécois des infrastructures 2015-2025, des investissements de 2164,7 millions de dollars pour le secteur « Transport maritime, aérien, ferroviaire et autre ».

Or, comme dans le cas du PQI 2014-2024, ce secteur n'est pas ventilé par catégories (maritime, ferroviaire, aérien, autres).

L'an passé, le ministre avait accepté, dans une réponse à une question écrite du député de Granby, de nous indiquer combien d'argent est prévu pour le transport maritime.

Peut-il nous indiquer combien d'argent, dans le PQI 2015-2015, est prévu spécifiquement pour le transport maritime?

74) Mme D'Amours (Mirabel) – **27 mai 2015**
Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Lors de l'étude des crédits budgétaires du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'alimentation, je vous ai questionné et sensibilisé sur certaines préoccupations concernant l'organisme Agri-traçabilité. On a porté à mon attention une résolution unanime de l'assemblée générale annuelle du Plan conjoint des producteurs de bovins du Québec qui mentionnait ceci :

À Agri-Traçabilité Québec

- D'améliorer la rétention des identifiants, par le biais d'une amélioration du plastique actuellement utilisé, d'une analyse des autres identifiants disponibles ou tout autre moyen permettant une rétention durable;

- D'améliorer l'utilisation de ses services, notamment par le biais de développement d'applications mobiles;

Au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec

- D'accorder la même tolérance au secteur bovin de réforme laitier que celle accordée au secteur veau d'embouche pour l'utilisation de l'identifiant métallique jaune à neuf chiffres comme identifiant complémentaire;

- De faciliter l'identification des bovins, notamment que toute identification officielle soit obligatoire seulement à la sortie de l'animal de la ferme;

- De mettre en place un système de traçabilité des produits agricoles de la ferme à la table.

Qu'est-ce que le ministre compte faire pour donner suite aux recommandations contenues dans la résolution de l'assemblée générale annuelle du Plan conjoint des producteurs de bovins du Québec?

75) M. Pagé (Labelle) – **28 mai 2015**
Au ministre responsable du Loisir et du Sport

L'annonce des budgets alloués au Programme d'assistance financière au loisir des personnes handicapées – volet accompagnement (PAFLPH) est retardée. Cela a des conséquences, notamment celle de compromettre les services d'accompagnement au sein des camps de jour des municipalités et des activités des organismes.

L'Association québécoise pour le loisir des personnes handicapées et ses antennes régionales sont en attente et souhaitent des réponses le plus rapidement possible. Elles rappellent que ce sont des personnes vulnérables qui doivent patienter.

1. Le ministre peut-il confirmer les budgets alloués au PAFLPH, ainsi que fournir la ventilation des sommes par région?
2. Dans la négative, peut-il indiquer quand, exactement, il annoncera les budgets?

76) Mme Roy (Montarville) – **3 juin 2015**
À la ministre de la Justice et ministre responsable de la région de l'Outaouais

L'article 224 de la Loi sur la protection du consommateur (L.p.c), dont la ministre de la Justice est responsable de l'application, prévoit que les organismes de l'État, au même titre que les commerçants, fabricants et publicitaires, ne peuvent exiger pour un bien ou un service un prix supérieur à celui qui est annoncé.

Malgré cette interdiction, nous apprenions dans l'édition du 28 mai 2015 du Journal de Québec qu'une succursale gatinoise de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) impose des frais de 1,50 $ par transaction effectuée avec carte de débit, alors qu'un juge de la Cour supérieure a clairement réaffirmé l'interdiction relative à cette pratique dans un jugement rendu le 8 mai dernier (Stratos Pizzeria (1992) inc. c. Galarneau 2015 QCCS 2353).

Malgré ce jugement, les avocats de l'Office de la protection du consommateur (OPC) ont interprété la L.p.c comme ne s'appliquant pas dans tel cas, puisque seules les transactions commerciales sont visées par l'interdiction selon eux. Or, ni la L.p.c, ni le Règlement d'application de la Loi sur la protection du consommateur ne créent d'exemption à cette règle en fonction de la nature de la transaction. Qui plus est, le cas d'espèce ne satisfait pas les critères d'exception prévus aux articles 91.6 à 91.8 du règlement d'application.

S'il est vrai que les commerçants, les fabricants et les publicitaires mènent naturellement des transactions commerciales, et que le gouvernement, ses ministères et organismes, soumis à la L.p.c en vertu de son article 4, exigent plutôt des droits, des contributions ou des frais pour les services publics rendus, qui peuvent davantage être qualifiés de transactions administratives, celles-ci ne se trouvent pas pour autant exemptées de ladite interdiction pour cause que le titre II, de la section VII, du chapitre III de la Loi, sous lequel se trouve cette disposition, est intitulé « Pratiques de commerce », ou parce que le Juge Blanchard utilise, dans son récent jugement, le terme « pratique commerciale interdite » afin de décrire la règle prévue à l'article 224 de la L.p.c.

En effet, le gouvernement, ses ministères et organismes sont visés par le champ d'application de la L.p.c, dont l'étendu est déterminé par les articles 2 à 7. Si le législateur souhaitait les soustraire à l'application de cette règle, il aurait pu créer une exemption explicite. Or, il n'a pas choisi de le faire.

Il appert donc que les transactions effectuées entre un consommateur, en l'occurrence un administré au sens du droit administratif, et l'administration publique sont visées par l'article 224 de la L.p.c et qu'en imposant des frais de 1,50 $ par transaction effectuée avec une carte de débit, cette SAAQ de Gatineau, une région dont la ministre est responsable, y contrevient de façon flagrante.

Qu'entend faire la ministre pour s'assurer que tous les organismes publics respectent les dispositions prévues à la Loi sur la protection du consommateur? Son gouvernement s'engage-t-il à faire les vérifications nécessaires afin d'identifier tous les organismes publics qui contreviennent à cette règle et à émettre une directive les appelant tous à s'y conformer?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

a) 28 mai 2015
Loi visant notamment à rendre l'administration de la justice plus efficace et les amendes aux mineurs plus dissuasives – *ministre de la Justice.*

Projets de loi publics au nom des députés

b) 2 juin 2015
Loi proclamant la Journée Nelson Mandela – *député de Bourget.*

Projets de loi d'intérêt privé

c) 26 mai 2015
Loi concernant un immeuble situé sur le territoire de la Ville de Québec – *député de Vanier-Les Rivières.*

II. NOUVEAUX PRÉAVIS